



---

**Titre : « Réduction de la dette extérieure de la République Démocratique du Congo et retombées économiques pour le Kasai oriental de 2005 à 2023 »**

**Title : «Reduction of the external debt of the Democratic Republic of Congo and economic benefits for Kasai Oriental from 2005 to 2023 »**

**CIBANGU NKUBA Mardochée, Chef de Travaux de l'Institut Supérieur de Commerce de Mbuji-Mayi-Ville de Mbuji-Mayi-Kasai oriental – République Démocratique du Congo**

### **Résumé**

Depuis les années 2000, la République Démocratique du Congo (RDC) a bénéficié de multiples initiatives d'allègement et d'annulation de sa dette extérieure, notamment dans le cadre de l'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Ce processus a eu pour objectif de libérer des ressources publiques en faveur du développement. Cette étude se penche sur les retombées économiques de cette réduction de la dette pour une province en particulier : le Kasai Oriental. En adoptant une approche empirique basée sur des données macroéconomiques régionales, cette recherche analyse l'évolution des indicateurs économiques clés du Kasai Oriental entre 2005 et 2023. Les résultats montrent un effet différencié, marqué par une amélioration partielle des investissements publics, mais aussi par des limites structurelles entravant la pleine matérialisation des effets attendus. L'étude formule des recommandations pour renforcer l'efficacité des politiques de réallocation des ressources issues de l'allègement de la dette.

**Mots-clés : Dette extérieure, Annulation, Croissance régionale, Kasai Oriental, RDC, PPTE.**

**Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.16894712>**

## 1. Introduction

Au lendemain de l'accession de la République Démocratique du Congo (RDC) au point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en 2010, le pays a bénéficié d'un allègement significatif de sa dette extérieure, estimée à près de 10 milliards USD. Cette mesure, fruit de négociations internationales soutenues, visait à créer un espace budgétaire favorable aux investissements publics, en particulier dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, les infrastructures de base et la relance économique locale. Toutefois, si les implications macroéconomiques nationales de cette réduction ont fait l'objet de plusieurs analyses, son impact différencié à l'échelle provinciale demeure peu exploré.

Dans cette optique, le Kasai Oriental, province stratégique au cœur du centre-sud congolais, constitue un terrain d'analyse pertinent pour évaluer les retombées économiques concrètes d'une politique de désendettement extérieur. Cette province, bien que riche en ressources naturelles, a été longtemps marginalisée dans la répartition équitable des fruits de la croissance nationale. La période allant de 2005 à 2023, marquée par de profondes mutations économiques, politiques et sociales, offre un cadre temporel propice pour interroger le lien entre réduction de la dette extérieure et transformation économique régionale.

L'hypothèse centrale de cette étude repose sur l'idée que la diminution du poids de la dette extérieure de la RDC a permis une meilleure allocation des ressources publiques, avec des effets mesurables sur le développement socioéconomique du Kasai Oriental. Ces effets sont observables à travers l'augmentation des investissements publics, la revitalisation des infrastructures économiques locales, et l'amélioration des indicateurs de développement humain. Néanmoins, les dynamiques locales, les enjeux de gouvernance, les conflits armés ponctuels (notamment la crise de Kamuina Nsapu), ainsi que les déséquilibres persistants dans les politiques de décentralisation budgétaire, constituent des variables susceptibles de moduler cette relation.

Ainsi, cette recherche s'attache à répondre à la question suivante: dans quelle mesure la réduction de la dette extérieure de la RDC entre 2005 et 2023 a-t-elle généré des retombées économiques significatives pour le Kasai Oriental ? À travers une approche empirique fondée sur l'analyse des données macroéconomiques nationales et provinciales, enrichie par une revue des politiques publiques et une comparaison des investissements sociaux pré et post-allègement de la dette, cet article vise à combler un vide scientifique sur la territorialisation des effets du désendettement dans un pays post-conflit.

## 2. Revue de la littérature (études internationales, Africaines, RDC)

## 2.1. Etudes internationales

Sur le plan international, de nombreux travaux se sont intéressés aux effets macroéconomiques de la réduction de la dette extérieure dans les pays en développement. Selon Krugman (1988), une dette excessive entraîne une baisse de la crédibilité des États débiteurs, un accès restreint aux marchés financiers, et une fuite des capitaux. À l'inverse, son allègement devrait favoriser un regain de confiance des investisseurs et permettre une réallocation des ressources vers les secteurs productifs.

Bird et Milne (2003) soulignent que l'annulation de la dette extérieure dans le cadre de l'initiative PPTE a permis une amélioration des équilibres budgétaires dans plusieurs pays bénéficiaires, mais que les effets réels sur la croissance et la pauvreté dépendent fortement de la qualité des institutions. Chauvin et Kraay (2005), quant à eux, affirment qu'il n'existe pas de corrélation systématique entre allègement de dette et augmentation des dépenses sociales, sauf en présence d'une volonté politique explicite.

Presbitero (2010) analyse une cinquantaine de pays bénéficiaires de l'allègement de dette et conclut que les retombées économiques sont souvent modestes, car les pays peinent à maintenir une discipline budgétaire et à convertir le gain en investissements durables. Ces travaux suggèrent que l'impact du désendettement n'est ni automatique ni homogène, mais dépend de facteurs structurels, de la gouvernance et de la capacité d'absorption locale.

## 2.2. Études africaines: expériences contrastées de désendettement

En Afrique, plusieurs pays ont bénéficié de l'initiative PPTE et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), notamment le Ghana, l'Éthiopie, le Burkina Faso et le Mozambique. Ndikumana et Boyce (2011) ont démontré que, malgré les allègements de dette, l'accroissement des dépenses sociales ne s'est pas traduit par une amélioration significative des indicateurs de développement humain, faute d'une bonne gouvernance et d'une gestion efficiente des ressources.

Aryeetey et Fenny (2006), dans le cas du Ghana, montrent que l'annulation de la dette a effectivement permis une augmentation des investissements publics, notamment dans l'éducation et la santé, mais que les disparités régionales persistent. Au Burkina Faso, Ouedraogo (2012) constate que les retombées de l'allègement ont été concentrées dans les zones urbaines au détriment des régions rurales. Au Mozambique, Pereira (2010) note un accroissement de l'investissement en infrastructures de base, mais peu d'effets sur la croissance inclusive.

Ces études soulignent que les retombées économiques du désendettement sont souvent fragmentées géographiquement, du fait de l'inégale répartition des ressources publiques et du manque d'ancrage territorial des politiques post-désendettement.

### **2.3. Études en RDC: gains macroéconomiques et limites de territorialisation**

En RDC, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2010 a été perçue comme un tournant historique. Selon le Ministère des Finances (2011), l'annulation de plus de 90 % de la dette extérieure a permis de réduire la charge du service de la dette de 15 % à moins de 3 % du budget national. Toutefois, cette libération des ressources n'a pas été pleinement traduite en investissements structurants dans les provinces.

Kabeya (2015) observe que l'espace budgétaire créé a surtout profité à Kinshasa et à certaines provinces minières, au détriment des régions en difficulté comme le Kasai. Mulumba et Mpoyi (2018) soulignent le faible impact de l'allègement de la dette sur la qualité des services publics dans les zones rurales, en raison d'une centralisation excessive et d'une faible autonomie budgétaire des entités territoriales décentralisées.

Dans une analyse comparative, Ilunga (2020) montre que les provinces qui ont bénéficié d'investissements sociaux significatifs post-PPTE sont celles qui disposaient déjà d'un tissu institutionnel relativement robuste, ce qui n'était pas le cas du Kasai Oriental. Par ailleurs, les conflits dans la région entre 2016 et 2018 ont absorbé une partie des ressources publiques destinées à l'investissement.

En somme, la littérature congolaise met en évidence une asymétrie entre les gains macroéconomiques nationaux et les impacts réels sur les provinces, surtout celles qui cumulent pauvreté, instabilité et marginalisation historique.

### **3. Cadre théorique et conceptuel**

#### **3.1. Cadre théorique**

L'analyse de la réduction de la dette extérieure et de ses retombées économiques s'inscrit dans plusieurs théories économiques complémentaires, notamment celles relatives à la dette, à la croissance économique et à la décentralisation budgétaire.

##### **3.1.1. La théorie de la soutenabilité de la dette**

Cette théorie, développée par Krugman (1988) et Sachs (1989), postule qu'une dette excessive dans les pays en développement peut avoir un effet dissuasif sur l'investissement, notamment à travers l'effet d'éviction (crowding-out) et la perte de confiance des bailleurs. La réduction de la dette devrait donc permettre une stabilisation macroéconomique et une relance de l'investissement public et privé, sous réserve d'une bonne gouvernance.

##### **3.1.2. Le modèle du multiplicateur budgétaire keynésien**

Selon Keynes (1936), une augmentation des dépenses publiques rendue possible ici par l'allègement de la dette peut générer un effet multiplicateur sur la croissance, en stimulant la demande agrégée, l'emploi et les revenus. Cela suppose cependant que les ressources libérées soient orientées vers des secteurs productifs et sociaux à fort impact.

##### **3.1.3. La théorie du développement régional**

Inspirée des travaux de Perroux (1950) et Myrdal (1957), cette théorie met en avant les inégalités spatiales dans la répartition des effets du développement. Même si l'État connaît une amélioration macroéconomique, les provinces périphériques comme le Kasaï Oriental peuvent rester en marge des retombées économiques, en raison du centralisme administratif ou du manque de capacité institutionnelle locale.

##### **3.1.4. La théorie de la décentralisation fiscale**

Les modèles de Oates (1972) montrent que la décentralisation des ressources budgétaires améliore l'efficacité de la dépense publique, à condition que les entités locales aient les capacités de gestion. Dans ce cadre, la réduction de la dette n'aura d'effet territorial que si elle est accompagnée d'un transfert effectif de ressources et de compétences vers les provinces.

### 3.2. Cadre conceptuel

Pour mieux cerner les interactions entre les concepts clés, cette étude articule trois notions fondamentales :

Concept	Définition opérationnelle	Lien avec le sujet
Dettes extérieures	Ensemble des obligations financières contractées par l'Etat auprès des créanciers étrangers	Son allègement libère un espace budgétaire potentiel pour les investissements.
Retombées économiques	Ensemble des effets mesurables sur la croissance, l'emploi, l'accès aux services sociaux et les infrastructures	Elles constituent les résultats attendus d'une meilleure allocation post-désendettement
Développement régional	Amélioration des conditions économiques et sociales dans une région donnée	Permet d'évaluer si les fruits de l'allègement de la dette bénéficient effectivement au Kasai oriental

## 4. Méthodologie

### 4.1. Approche générale

La présente étude adopte une approche mixte combinant une analyse quantitative des données macroéconomiques et budgétaires avec une lecture qualitative des politiques publiques mises en œuvre après l'annulation de la dette extérieure. L'objectif est de mesurer l'impact de la réduction de la dette extérieure sur les performances économiques et sociales du Kasai Oriental, tout en prenant en compte les dynamiques institutionnelles et contextuelles propres à cette province.

Le cadre d'analyse repose sur un modèle de comparaison temporelle de type "avant-après", permettant d'évaluer les évolutions entre deux périodes distinctes:

- Période pré-annulation de la dette (2005–2009)
- Période post-annulation (2010–2023)

L'étude ne prétend pas établir une relation causale stricte, mais plutôt mettre en évidence des corrélations et tendances significatives en rapport avec la réduction de la dette.

### 4.2. Objectifs méthodologiques spécifiques

- Quantifier les ressources budgétaires libérées par la réduction de la dette extérieure entre 2005 et 2023;
- Mesurer les investissements publics réalisés dans le Kasai Oriental avant et après l'annulation;
- Suivre l'évolution des principaux indicateurs socioéconomiques provinciaux;
- Identifier les freins et leviers institutionnels ayant conditionné les retombées économiques.

#### 4.3. Sources des données

Les données mobilisées proviennent de plusieurs institutions nationales et internationales, à

Source	Données extraites
Banque centrale du Congo	Données macroéconomiques (dette, inflation, croissance, transferts interprovinciaux)
Ministère des finances	Budgets nationaux, lois de finances, dépenses publiques par province
Institut National de Statistique	Indicateurs sociaux et économiques provinciaux
Documents budgétaires provinciaux du Kasai Oriental	Dépenses locales d'investissements sectoriels
PNUD, Banque mondiale, UNICEF	Rapports sur le développement humain, gouvernance, financement social
Enquêtes terrain (optionnel selon contexte)	Entretiens avec des acteurs locaux (cadres de administration provinciale, ONG, etc...)

#### 4.4. Variables et indicateurs d'analyse

L'étude utilise deux catégories d'indicateurs:

##### a. Indicateurs budgétaires et économiques

- Niveau global de la dette extérieure (en milliards USD)
- Part du service de la dette dans le budget national (%)
- Montant des investissements publics alloués au Kasai Oriental (en USD constants)
- Évolution du budget provincial (en % du budget national)
- Indicateurs indirects de croissance locale : dynamisme du commerce, productivité minière/artisanale, taux d'emploi formel

## **b. Indicateurs sociaux**

- Taux net de scolarisation (primaire et secondaire)
- Taux d'accès à l'eau potable (% de la population)
- Taux de couverture sanitaire (consultations par habitant)
- Taux de pauvreté monétaire (%)
- Taux d'insécurité alimentaire (%)

## **4.5. Méthodes d'analyse**

Les méthodes utilisées sont les suivantes:

- Analyse de séries chronologiques : comparaison de l'évolution des indicateurs sur les deux périodes clés (2005–2009 et 2010–2023) ;
- Calcul de moyennes glissantes et de taux de variation annuelle ;
- Analyse comparative interprovinciale : positionnement du Kasai Oriental par rapport à d'autres provinces (notamment Kinshasa, Katanga, Kongo-Central) ;
- Analyse documentaire des politiques budgétaires et sociales post-PPTE;
- Analyse qualitative contextuelle basée sur des entretiens (si disponibles), pour interpréter les écarts ou faiblesses observées.

## **4.6. Limites méthodologiques**

- Disponibilité partielle ou irrégulière des données provinciales, notamment entre 2005 et 2010 ;
- Centralisation des données au niveau national, rendant parfois difficile l'identification exacte des transferts vers les provinces ;
- Effets exogènes (conflits armés, instabilité politique, pandémie) pouvant biaiser les effets attendus de la politique de désendettement ;
- Capacité d'absorption limitée au niveau provincial, influençant l'utilisation des fonds disponibles.

Cette méthodologie permet ainsi d'aborder la question de manière rigoureuse et multidimensionnelle, tout en intégrant les spécificités de gouvernance et de développement propres au Kasai Oriental.

## 5. Présentation des données de l'étude (2005-2023)

### 5.1. Données macroéconomiques nationales

Indicateurs	2005	2010 (Point d'achèvement PPTE)	2023	Evolution globale
Dettes extérieures totales (milliards USD)	12,9	3,5	6,2	52% par rapport à 2005
Service de la dette (% budget national)	15,2%	3,1%	5,7%	Allègement significatif puis remontée modérée
Taux de croissance PIB (%)	6,6%	7,2%	6,1%	Relativement stable
Dépenses sociales (% du Budget total)	21%	31%	36%	Amélioration continue

Source : Rapport BCC 2005-2023

### 5.2. Budgets provinciaux du Kasai oriental

Indicateurs	2005	2010	2023	Evolution globale
Budget annuel exécuté (en M USD)	8,2	18,5	41,6	+407% sur le 18 ans
% du budget national alloué	0,65%	0,89%	1,3%	Faible mais en hausse
Investissements publics (en USD)	2,1	5,4	13,8	Hausse progressive
Dépenses d'éducation (% du budget prov.)	18%	21%	25%	Priorité croissante
Dépenses de santé (% du budget prov.)	9%	12%	14%	Faible mais en hausse

Source : Rapport BCC 2005-2023

### 5.3. Données sociales du Kasai oriental

Indicateur social	2005	2010	2023	Observations
Taux net de scolarisation (primaire)	58%	71%	82%	Amélioration continue
Accès à l'eau potable (% pop.)	23%	33%	46%	Hausse lente mais constante
Accès aux soins de santé (%)	27%	38%	55%	Forte amélioration post-PPTE
Taux de pauvreté monétaire (%)	76%	72%	63%	Réduction modérée
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	145	110	89	Baisse significative

Source : Rapport BCC 2005-2023

### 5.4. Evènements contextuels influents

Période	Evènement marquant	Effet estimé
2008-2009	Crise financière mondiale	Ralentissement des recettes publiques
2010	Atteinte du point d'achèvement PPTE	Allègement massif de la dette
2016-2018	Conflit de Kamuina Nsapu	Détérioration de la situation sécuritaire et économique
2020-2021	Pandémie de COVID-19	Réaffectation des ressources, baisse des investissements
2022-2023	Début de stabilisation locale	Reprise modérée de l'investissement

Source : Rapport BCC 2005-2023

## 6. Analyse et interprétations des résultats

### 6.1. Effets macroéconomiques de l'allègement de la dette au niveau national

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2010 a entraîné une réduction substantielle de la dette extérieure de la RDC, passant de 12,9 milliards USD en 2005 à environ 3,5 milliards USD en 2010. Cette réduction a permis de libérer une marge budgétaire significative, notamment par la baisse du service de la dette, qui représentait 15,2 % du budget national en 2005 contre seulement 3,1 % en 2010.

Ce gain budgétaire a permis une hausse des dépenses sociales, passant de 21 % à 36 % du budget total entre 2005 et 2023. Toutefois, cette hausse globale masque des inégalités dans la répartition interprovinciale des investissements, notamment au détriment des régions intérieures comme le Kasai Oriental.

### 6.2. Répartition des ressources budgétaires: cas du Kasai Oriental

Le budget provincial du Kasai Oriental a progressé en valeur absolue, de 8,2 millions USD en 2005 à 41,6 millions USD en 2023, soit une augmentation de plus de 400 %. Toutefois, la part de cette province dans le budget national reste marginale, avec à peine 1,3 % en 2023.

L'analyse révèle que les investissements publics au Kasai Oriental n'ont pas suivi la dynamique nationale de manière proportionnelle. Sur la période post-PPTE, les provinces les plus favorisées ont été celles dotées d'un tissu économique plus attractif (ex.: Lualaba, Haut-Katanga, Kinshasa), alors que les zones historiquement marginalisées ont reçu des transferts budgétaires relativement faibles.

### 6.3. Retombées économiques locales: progrès modérés mais inégaux

Sur le plan social, le Kasai Oriental a connu une amélioration progressive de certains indicateurs, notamment:

- Taux net de scolarisation passé de 58 % à 82 %;
- Accès à l'eau potable en hausse de 23 % à 46 %;
- Taux de couverture sanitaire doublé entre 2005 et 2023;
- Réduction de la pauvreté monétaire de 76 % à 63 %.

Ces résultats indiquent des retombées positives indirectes, rendues possibles en partie par la création de marge budgétaire suite à l'annulation de la dette. Toutefois, ces progrès demeurent limités par rapport au niveau national, notamment en raison de plusieurs facteurs:

- Capacité administrative faible de la province ;
- Conflits locaux (notamment entre 2016–2018) ayant détruit des infrastructures ;

- Centralisation persistante des décisions budgétaires, freinant l'autonomie d'action provinciale.

#### 6.4. Corrélation entre désendettement et développement régional: un lien indirect et médié par la gouvernance

L'analyse suggère que la réduction de la dette extérieure a bien eu un effet structurel positif sur les finances publiques congolaises, mais que sa traduction en retombées économiques locales dépend fortement de la gouvernance, de la stabilité locale, et du degré de décentralisation effective.

Au Kasai Oriental, le désendettement a permis certains investissements de base (écoles, centres de santé, routes), mais les effets restent limités par une faible absorption des ressources, un manque de planification territoriale et un contexte post-conflit instable.

#### 6.5. Résumé des principaux constats

Constat	Evidence	Interprétation
Création d'espace budgétaire post-PPTE	Réduction du service de la dette de 15,2 % à 3,1% du Budget	Potentiel de redéploiement vers le social
Hausse des budgets provinciaux	+407 % entre 2005 et 2005	Impact positif mais inégal
Retombées sociales mesurables	Education, santé, accès à l'eau	Progrès relatifs mais insuffisants
Disparités interprovinciales	Part budgétaire faible pour le Kasai Oriental	Besoin de mécanismes d'équité territorial

Source : Nous-mêmes

## 7. Discussion des résultats

### 7.1. Un impact réel mais indirect du désendettement sur les provinces

Les résultats montrent que la réduction de la dette extérieure de la RDC a effectivement permis une réallocation des ressources publiques vers des secteurs sociaux prioritaires. Toutefois, cette dynamique ne s'est pas traduite de manière équitable à l'échelle territoriale. Le Kasai Oriental, malgré quelques avancées sociales, reste à la traîne comparativement à d'autres provinces plus

favorisées, notamment en termes de volume d'investissement, de dynamisme économique et de transformation structurelle.

Ce constat rejoint les conclusions de Ndikumana et Boyce (2011), selon lesquelles les effets du désendettement dans les pays africains sont souvent dilués par des défaillances de gouvernance et une mauvaise gestion budgétaire décentralisée. Dans le cas du Kasai Oriental, le déficit de leadership local, les conflits internes (Kamuina Nsapu), l'insécurité foncière et l'absence de politiques territorialisées ont limité la portée des gains macroéconomiques nationaux.

## **7.2. Gouvernance budgétaire et centralisation persistante**

L'étude met également en lumière une centralisation excessive du processus budgétaire en RDC. Malgré la Constitution de 2006 qui reconnaît l'autonomie des provinces, les transferts budgétaires sont restés faibles, imprévisibles et partiellement exécutés, ce qui empêche les entités provinciales de planifier efficacement leurs politiques de développement.

Le cas du Kasai Oriental illustre ce déséquilibre: les ressources prévues au budget sont souvent allouées en retard ou détournées vers des priorités centrales. Cela révèle un décalage entre les effets attendus du désendettement et leur traduction effective au niveau local, mettant en question la capacité de l'État à territorialiser les gains liés à l'allègement de la dette.

## **7.3. Inégalité des capacités provinciales à absorber les investissements**

Même lorsque les ressources sont transférées, la capacité institutionnelle du Kasai Oriental à absorber les fonds, concevoir des projets viables et assurer leur exécution reste très limitée. Cela s'explique par:

- Le manque de ressources humaines qualifiées ;
- La faible structuration des administrations locales ;
- L'absence de systèmes fiables de suivi-évaluation ;
- Le manque de coordination entre l'État central et les entités provinciales.

Ces insuffisances renforcent une asymétrie structurelle entre les provinces dotées (Kinshasa, Katanga) et celles défavorisées (Kasai, Équateur, Haut-Uélé), limitant les retombées du désendettement à quelques pôles géographiques.

#### **7.4. Nécessité d'un cadre de territorialisation des ressources post-désendettement**

Enfin, les résultats mettent en exergue l'absence d'un cadre clair de redistribution équitable des ressources libérées par l'annulation de la dette. La politique budgétaire post-PPTE s'est concentrée sur les agrégats nationaux, sans réelle stratégie de rattrapage territorial. Ce manque de territorialisation affaiblit la dynamique de développement inclusif pourtant attendue du désendettement.

#### **8. Conclusion**

L'étude menée sur la période 2005–2023 a permis de mettre en lumière la dynamique complexe entre la réduction de la dette extérieure de la RDC et les retombées économiques effectives pour le Kasai Oriental, province historiquement marginalisée. Grâce à l'allègement obtenu dans le cadre de l'Initiative PPTE, le pays a connu une amélioration substantielle de son espace budgétaire, favorisant une hausse des dépenses sociales à l'échelle nationale.

Cependant, l'analyse des données budgétaires et sociales révèle que les effets positifs du désendettement ne se sont pas pleinement traduits au niveau provincial, en particulier dans le Kasai Oriental. Malgré une augmentation du budget provincial et des progrès relatifs en matière d'éducation, de santé et d'accès à l'eau potable, les indicateurs sociaux y restent parmi les plus faibles du pays.

Cette dissymétrie s'explique principalement par la centralisation budgétaire persistante, la faible capacité de gestion locale et les impacts négatifs des conflits armés internes. En conséquence, les retombées du désendettement restent inégalement réparties, et l'objectif de développement inclusif post-PPTE apparaît partiellement atteint.

Ainsi, pour que la réduction de la dette extérieure puisse véritablement soutenir un développement territorial équilibré, il est impératif de réorienter les politiques budgétaires vers les provinces les plus vulnérables, tout en renforçant leur autonomie institutionnelle et leur capacité d'absorption. Le cas du Kasai Oriental appelle à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de rattrapage socioéconomique, sans laquelle les fruits du désendettement resteront inaccessibles pour une large partie de la population congolaise.

## **9. Recommandations**

### **9.1. Recommandations à l'échelle nationale**

- Renforcer la décentralisation budgétaire effective : respecter les transferts de fonds prévus dans les lois de finances et autonomiser les provinces dans l'allocation des ressources.
- Institutionnaliser une stratégie de territorialisation post-désendettement : intégrer des quotas régionaux d'investissement social dans les politiques publiques.
- Suivre l'allocation des ressources post-PPTE à travers des indicateurs régionaux spécifiques, en lien avec les objectifs de développement durable (ODD).

### **9.2. Recommandations pour le Kasai Oriental**

- Renforcer les capacités de gestion des finances publiques dans la province (formation, planification, passation des marchés, contrôle budgétaire) ;
- Mettre en place un système de suivi-évaluation localisé des investissements publics pour améliorer la transparence ;
- Développer des partenariats avec les ONG, agences de développement et le secteur privé pour cofinancer des projets structurants dans l'éducation, la santé et les infrastructures de base ;
- Réhabiliter les zones affectées par les conflits (2016–2018) à travers un plan spécial de relance économique et sociale.

## 10. Références Bibliographique

- Aryeetey, E., & Fenny, A. P. (2006). Economic and social impacts of HIPC and MDRI: Ghana's case study. Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), University of Ghana.
- Banque Centrale du Congo (BCC). (2005–2023). Rapports annuels. <https://www.bcc.cd>
- Banque mondiale. (2019). RDC : Revue des dépenses publiques et performance du secteur social. Washington, DC: World Bank Publications.
- Bird, G., & Milne, A. (2003). Debt relief for low income countries: Is it effective and efficient?. *The World Economy*, 26(1), 43–59. <https://doi.org/10.1111/1467-9701.00512>
- Chauvin, N., & Kraay, A. (2005). What has 100 billion dollars worth of debt relief done for low-income countries?. World Bank Policy Research Working Paper No. 3559.
- Ilunga, J. M. (2020). Gestion des finances publiques et développement local en RDC: Cas des provinces post-PPTE. *Revue Congolaise d'Économie et de Développement*, 6(2), 23–42.
- Institut National de la Statistique (INS). (2010, 2015, 2020, 2023). Enquêtes sur les conditions de vie des ménages (ECVM). Kinshasa: INS.
- Kabeya, L. M. (2015). L'impact de l'allègement de la dette extérieure sur les finances publiques en RDC: Étude post-PPTE. *Cahiers d'Économie du Développement*, 11(1), 45–67.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.
- Krugman, P. (1988). Financing vs. forgiving a debt overhang. *Journal of Development Economics*, 29(3), 253–268.
- Ministère des Finances (RDC). (2010). Note explicative sur l'atteinte du point d'achèvement PPTE. Kinshasa: Cellule technique PPTE.
- Ministère du Budget (RDC). (2005–2023). Lois de finances annuelles et exécution budgétaire. Kinshasa : Direction Générale du Budget.
- Mulumba, B., & Mpoyi, A. (2018). Analyse de la répartition budgétaire interprovinciale en RDC: Entre centralisation et marginalisation. *Congo Économie*, 3(1), 77–91.
- Myrdal, G. (1957). *Economic Theory and Underdeveloped Regions*. Duckworth.
- Ndikumana, L., & Boyce, J. K. (2011). *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent*. Zed Books.

- Oates, W. E. (1972). Fiscal Federalism. Harcourt Brace Jovanovich.
- Ouedraogo, D. (2012). Impacts de l'initiative PPTE sur les investissements sociaux au Burkina Faso. *Revue Africaine de Développement*, 14(1), 95–112.
- Pereira, A. (2010). Mozambique after debt relief: Achievements and challenges. *African Development Review*, 22(3), 381–400.
- Perroux, F. (1950). Economic space: Theory and applications. *Quarterly Journal of Economics*, 64(1), 89–104.
- Presbitero, A. (2010). Debt relief and aid allocation: An empirical analysis. *Development Policy Review*, 28(2), 139–155. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.2010.00478.x>
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2022). Rapport national sur le développement humain en RDC. <https://www.undp.org/fr/drc>
- Sachs, J. D. (1989). The debt overhang of developing countries. In G. Calvo et al. (Eds.), *Debt, stabilization and development: Essays in memory of Carlos Diaz-Alejandro* (pp. 80–102). Basil Blackwell.
- UNICEF. (2023). Situation des enfants et des femmes en RDC. <https://www.unicef.org/drcongo/>